

rence du Comité du désarmement.

La même chose vaut pour les négociations en cours entre les États-Unis et l'URSS sur d'autres armes de destruction massive, secteur auquel l'Assemblée générale a accordé une haute priorité: la conclusion d'un traité interdisant les armes chimiques. Le Canada espère que la négociation d'un traité global sur les armes chimiques pourra commencer pour de bon le printemps prochain à la Conférence du désarmement de Genève.

Ouvrir de nouvelles voies de contrôle

L'ambassadeur du Canada a souligné que l'Assemblée générale des Nations Unies doit jouer un rôle déterminant en vue d'ouvrir de nouvelles voies qui mènent à un contrôle réel des armements et au désarmement véritable. En particulier, la Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui se tiendra à New York en mai prochain, fournit une occasion unique d'en arriver à une communauté de vues générales et internationales sur les nouvelles façons d'aborder le contrôle des armements et le désarmement. L'ambassadeur Jay a renouvelé l'engagement du Canada de faire tout en son pouvoir pour rendre la Session extraordinaire aussi féconde que possible et pour continuer à proposer et à encourager des suggestions constructives de limitation réelle des armements et de désarmement véritable.

Le principe fondamental de tous les efforts en faveur du désarmement, a-t-il conclu, est de veiller à notre sécurité à tous pour réduire et, en fin de compte, éliminer le risque de guerre.

Voyages internationaux

Des statistiques préliminaires indiquent qu'en juillet 5,7 millions de visiteurs en provenance des États-Unis sont entrés au Canada, soit 0,8 p. cent de plus qu'en juillet 1976. Le nombre de résidents canadiens revenant des É.-U. s'est élevé à 5 millions, soit 9,3 p. cent de plus qu'en 1976.

Le nombre de visiteurs en provenance de pays autres que les É.-U. a été de 262 000 (28,3 p. cent de moins qu'en juillet 1976, au moment des Jeux olympiques). La hausse est cependant de 9,5 p. cent par rapport à 1975. Le nombre de Canadiens rentrant de ces pays a augmenté de 14,5 p. cent, à 154 000.

Visite en France du premier ministre du Québec



M. René Lévesque

Au cours d'une visite officielle de trois jours à Paris, le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, a fait un discours devant les membres de l'Assemblée nationale française réunis dans une salle voisine de l'hémicycle du Palais Bourbon.

Avant que ne débute sa visite officielle, le 2 novembre, M. Lévesque avait passé quelques jours de vacances en France.

Le premier ministre français, M. Raymond Barre, accueillant le premier ministre du Québec à l'aéroport d'Orly, a parlé des relations chaleureuses qui unissent le Québec et la France. Plus tard, des entretiens ont eu lieu entre les deux hommes sur des questions de relations culturelles et économiques. Un communiqué de presse, publié à l'issue de la visite de M. Lévesque, annonçait la signature prochaine d'un accord concernant un programme d'exploration du cuivre au Québec dont le gouvernement provincial et la France partageraient le financement.

Au cours d'un déjeuner offert par le président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing, ce dernier a remis à M. Lévesque la décoration de Grand Officier de la Légion d'honneur. Enfin, M. Lévesque a été reçu à l'Hôtel de Ville de Paris par le maire, M. Jacques Chirac.

L'Afrique du Sud

En l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais sur ses instructions, le sous-secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures a convoqué, le 25 octobre, l'ambassadeur de l'Afrique du Sud pour lui faire part des commentaires suivants:

Le gouvernement du Canada a noté avec souci les événements qui ont eu lieu en Afrique du Sud au cours des récents jours, alors qu'on a procédé à des arrestations multiples ainsi qu'à des interdictions de publication, et à la fermeture de certains journaux.

Il est évident que le gouvernement de l'Afrique du Sud tente d'étouffer les voix de ceux qui sont en désaccord avec ses politiques d'*apartheid*.

Au cours des trente dernières années le Canada a successivement condamné ces politiques comme étant un déni des droits humains fondamentaux.

De plus le Canada a toujours cru que ces politiques d'*apartheid* et leurs effets sont des questions qui préoccupent à juste titre la communauté internationale.

Le gouvernement canadien considère qu'en tentant d'étouffer cette dissidence légitime, le gouvernement d'Afrique du Sud semble employer des tactiques qui n'engendrent que plus d'aigreur, de violence, et qui accroissent l'insécurité.

En conséquence le gouvernement canadien exhorte le gouvernement d'Afrique du Sud, avant qu'il ne soit trop tard, de prêter l'oreille à ces voix dissidentes. L'Afrique du Sud ne trouvera de sécurité réelle que lorsqu'une plus grande justice sociale sera accordée à la majorité des habitants de ce pays.

Visiteurs indésirables

De petites mouches noires introduites d'Europe en 1968 sont en train d'envahir tout l'est du continent nord-américain et commencent à causer de sérieux dégâts aux cultures de luzerne dans les provinces Maritimes.

Les chercheurs de la Station de Charlottetown (Î.-P.-É.), envisagent trois moyens pour combattre ces bestioles: la pulvérisation d'insecticides, la création de nouvelles variétés résistantes de luzerne, et l'introduction d'un parasite naturel qui détruit les larves de ces petits ravageurs.